

## CHSCT du 07 Juillet 2022

### Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Une période électorale vient de se terminer. Nous rappelons que tout au long de son histoire, Force Ouvrière est restée indépendante et ancrée sur sa légitimité syndicale. Cela ne nous a jamais empêché d'exprimer clairement et sans ambiguïté notre détermination à préserver les principes républicains, laïcs et universalistes et ce, hors de toute emprise politique.

Nous réaffirmons donc nos revendications et, en particulier, celles concernant l'augmentation de nos traitements, une réelle reconnaissance de notre travail dans les faits, le rétablissement d'une fiscalité plus progressive mettant à contribution les hauts revenus et les revenus financiers ainsi que le maintien d'une Fonction publique sous Statut et des services publics dignes de ce nom.

Nous réaffirmons aussi notre détermination à combattre toute réforme des retraites visant à supprimer les régimes existants fondés sur la solidarité intergénérationnelle et à reculer l'âge de départ (âge légal, âge pivot ou d'équilibre, durée de cotisation).

**FO DGFIP** continuera de défendre, sans relâche, les missions de la DGFIP et les intérêts matériels et moraux des personnels. Nous réaffirmons l'utilité sociale, économique, budgétaire et démocratique de toutes nos missions.

Nous ne pouvons que revenir sur la proposition du DGFIP de procéder à une grande consultation nationale sur le prochain contrat d'objectifs et de moyens (COM) de la DGFIP (2023 à 2025), qu'il nomme « le grand remue-méninges ».

À quoi bon parler de contrat d'objectifs et de moyens lorsque le premier objectif est de supprimer les moyens ?!?! Nous refusons que notre administration continue d'être considérée comme une variable d'ajustement budgétaire, réservoir principal des suppressions d'emplois !

Alors que le grand remue-ménage du NRP est à peine achevé, alors que la peinture est encore fraîche dans certains services restructurés, alors que dans les services déjà fusionnés les agents peinent à rétablir un équilibre pour exercer au mieux leurs missions et sont en souffrance, on ose aujourd'hui affirmer vouloir nous consulter pour dégager des « perspectives claires et partagées ».

**De qui se moque-t-on ?**

Notre administration est en perpétuelle effervescence et ne laisse aucun temps d'adaptation aux agents empêchant toute sérénité dans le travail.

Force est de constater qu'à la DGFIP, il y a bien longtemps que les perspectives ont disparu sauf celles consistant à foncer droit dans le mur !!!

Le précédent contrat d'objectifs et de moyens devait constituer une « boussole », un cap à suivre ainsi qu'une ambition pour la DGFIP, mais elle nous a fait perdre le nord.

Les objectifs affichés de modernisation et d'amélioration se sont en réalité accompagnés de nouvelles suppressions d'emploi, de rétrécissement et de digitalisation du réseau, de détérioration de notre service public.

Comment attendre de la part des agents une quelconque forme de collaboration à cette entreprise de destruction planifiée de notre administration ?

À quoi bon toutes ces enquêtes et réunions « mascarade » ? Les agents sont déjà assez bien occupés par le quotidien de leurs missions.

Personne n'est dupe, le prochain COM est déjà prêt dans les tiroirs du DG.

Gagnons du temps et allons à l'essentiel !

**Pour FO FINANCES 83 rien ne sert de se triturer les méninges, il nous faut des bras et du point d'indice !**

Ce dont les agents de la DGFIP ont besoin, ce sont des conditions de travail motivantes et de qualité, ce sont les moyens nécessaires à l'exercice de leur mission de service public et la revalorisation SIGNIFICATIVE de leurs rémunérations, c'est-à-dire bien au-dessus de l'inflation et pas en dessous.

Car, aujourd'hui, des collègues, des services entiers sont en très grande souffrance : ceux qui ont perdu le sens de leur travail tel qu'il est aujourd'hui, ceux qui ne se reconnaissent plus dans cette nouvelle DGFIP, ceux qui font de l'abattage sans avoir le sentiment de faire de la qualité, ceux qui ont dû faire une demande de mutation contre leur volonté, ceux qui doivent choisir entre mission et géographie pour préserver leur vie familiale, ceux qui ont dû changer de métier et redevenir « stagiaires », parfois à quelques années de la retraite, ceux qui doivent gérer les urgences les unes derrière les autres, sans répit, ceux qui reçoivent de nouvelles charges de travail sans les effectifs et/ou les sachants, ceux qui doivent choisir entre faire leur travail et former leurs nouveaux collègues, ceux qui constatent l'accumulation des retards dans le travail et qui le vivent mal, ceux qui ne comptent pas leurs heures en plus et qui n'ont pas l'impression d'avancer dans leur travail, ceux qui... , ceux qui...  
La liste est tellement longue qu'il faut bien s'arrêter à un moment pour ne pas faire un catalogue à la Prévert, recto-verso !

L'instance CHSCT a montré toute son importance et continue de jouer un rôle primordial, notamment au regard de cette énumération. La fusion des instances, véritable contre sens préjudiciable à la santé des agents, ne doit pas se traduire par une remise en question du budget dédié. C'est pourquoi les élus **FO FINANCES** veilleront à ce que sa conversion en Formation Spécialisée dans l'instance CSA soit dotée d'une autonomie et d'une capacité de réaction et d'action.

Il est donc primordial que la politique santé, sécurité au travail soit préservée, amplifiée et non rognée, dotée d'un budget spécifique et d'un réseau d'acteurs de prévention.

**FO Finances revendique un renforcement du réseau, notamment au niveau des ex-secrétaires animateurs, appelés à devenir les futurs animateurs de la politique ministérielle de prévention (APMP), ou les assistants de prévention directionnels dont le rôle va devenir essentiel.**

À ce jour, les élus **FO FINANCES 83** resteront vigilants sur la mise en place des Conseils sociaux d'administration et Formation Spécialisée.



*chacun pour tous avec*



Vos représentants **FO Finances** Var

Sophie Degeilh - Sylvain Charbonneyre  
- Hélène Guibert - Cyril Banchetry